

CROISSANCE ECONOMIQUE ET PAUVRETE :
UNE APPLICATION DE L'INDICE DE CROISSANCE PRO PAUVRE
AU CAS DU CAMEROUN

Par

Louis Bernard TCHEKOUMI

**Professeur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion appliquées,
Université Douala- Cameroun.**

Abstract: The purpose of this work is to evaluate the effect of economic growth on poverty reduction. The method used is Ravallion and Chen, which is based on the Growth Incidence Curve (CIC). In Cameroon, for the period 1996-2014, and in the light of the results of the Cameroonian Household Surveys (ECAM) carried out by the National Institute of Statistics (INS) in 1996, 2001, 2007 and 2014, it appears that economic growth was relatively pro-poor between 1996 and 2014. It benefited less from poor households than from rich ones. To this end, the Cameroonian state must make better choices of strategies targeting the poor.

Keywords: Economic growth, poverty, households.

JEL: D13, I32, H31

Résumé: Ce travail a pour objet d'évaluer l'effet de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté. La méthode utilisée est celle de Ravallion et Chen qui repose sur la courbe d'incidence de croissance (CIC). En application au cas du Cameroun sur la période 1996-2014, et à la lumière des résultats des différentes enquêtes camerounaises auprès des <http://revues.imist.ma/?journal=REGS> **ISSN: 2458-6250**

ménages (ECAM) réalisées par l’Institut National de la Statistique (INS) en 1996, 2001, 2007 et 2014, il ressort que la croissance économique a été relativement pro pauvre entre 1996 et 2014. Elle a moins profité aux ménages pauvres qu’à ceux qui sont riches. A cet effet, l’Etat camerounais doit opérer des choix meilleurs de stratégies de ciblage des pauvres.

Mots clés: croissance, pauvreté, ménages.

JEL: D13, I32, H31

1. Introduction

L'un des objectifs majeurs des dirigeants dans le monde est la lutte contre la pauvreté. Pour y parvenir, ils entendent promouvoir des politiques économiques et sociales capables de réduire considérablement celle-ci. C'est dans cette logique que le débat portant sur l'accélération de la croissance économique et la réduction de la pauvreté s'est intensifié et diversifié. De plus en plus, la plupart des réponses à ce débat sont axées sur la croissance pro pauvre. Il s'agit d'une croissance qui profite relativement plus aux pauvres qu'aux non pauvres. Ce thème a d'ailleurs suscité ces dernières années un engouement quant à l'évaluation de l'impact de la croissance économique sur les couches de la population les plus défavorisées.

A cet effet, Datt et Ravallion (1992) proposent une méthode d'évaluation par décomposition. Elle consiste à faire varier la pauvreté à partir des effets de croissance et de distribution. Mc Culloch et Baulch (1999) ont établi le biais de pauvreté de croissance. C'est un indice qui ponctionne la variation de la pauvreté relative, lorsque celle-ci fait suite à un processus de croissance pro pauvre ou pro riche. Considérant que cet indice ne suit pas l'axiome de monotonie, Kakwani et Pernia (2001) ont proposé l'indice de croissance pro pauvre. Il exprime l'élasticité entre la réduction totale de la pauvreté et celle obtenue en supposant une absence de changement dans la redistribution des revenus. Comme pour le biais de pauvreté de croissance, cet indice ne suit pas aussi l'axiome de monotonie. Dans le souci de prendre en compte cet axiome d'une part, et le taux de croissance réel d'autre part, Kakwani et Son (2002) ont proposé le taux de croissance équivalent à la pauvreté. Bien que ce taux considère l'ampleur de la croissance et la redistribution des richesses issues de la croissance entre toutes les couches sociales, il demeure qu'il accuse la faiblesse d'être conditionné au choix d'un seuil de pauvreté (Duclos, 2009). S'appuyant sur le concept d'élasticité croissance totale de la pauvreté qui établit une relation statistique entre croissance et réduction de la pauvreté issue d'une régression linéaire, De Janvry et Sadoulet (1998), puis Dollar et Kraay (2002) ont mesuré la croissance pro pauvre. Pour ces auteurs, cette élasticité est l'expression du changement relatif du taux de pauvreté entre deux périodes lorsque le revenu moyen augmente de 1% et pour un seuil de pauvreté donné. Par contre, Ravallion et Huppi (1991), Kakwani (1993), puis Lopez et Serven (2004) y sont parvenus en se référant à l'élasticité croissance partielle de la pauvreté qui n'est autre chose que le changement relatif

du taux de pauvreté lorsque le revenu moyen change de 1% avec une distribution des revenus qui ne varie pas. White et Anderson (2000), puis Klasen (2005) ont proposé plusieurs mesures qui contribuent à mettre en évidence la relation entre croissance et pauvreté. Pour eux, les pauvres doivent avoir des parts supérieures à la moyenne des revenus supplémentaires issus de la croissance. Bibi (2005) propose le taux de croissance pro pauvre d'un pays en fonction du temps. Selon lui, tout déplacement de la distribution au bénéfice des pauvres engendre un taux de croissance pro pauvre supérieur au taux de croissance réel. Alors que Ravallion et Chen (2003) suggèrent qu'il est possible d'évaluer la croissance pro pauvre à partir de la courbe d'incidence de la croissance. Il s'agit d'une courbe d'impact de la croissance économique sur les tranches de revenus des populations subdivisées en percentile entre deux instants.

En nous servant des résultats des enquêtes camerounaises auprès des ménages (ECAM) réalisées par l'Institut National de la Statistique, l'objectif de cette étude est de voir si de bons résultats ont été obtenus en terme de réduction de la pauvreté au regard de la dynamique de la croissance au Cameroun. La méthode utilisée est celle de l'évaluation de la croissance pro pauvre de Ravallion et Chen (2003). Elle a l'avantage de permettre de vérifier la robustesse d'une politique pro pauvre. Par ailleurs, elle est spécifique en ce sens qu'elle se situe dans une approche mixte; c'est-à-dire, qu'elle définit une mesure qui est à la fois partielle et complète. Ce travail qui se situe dans le champ d'application empirique de l'évaluation de la croissance pro pauvre, vient ainsi combler un vide quant à ce qui concerne le Cameroun, fondant ainsi sa contribution.

La suite de l'étude se présente ainsi qu'il suit. La section 2 est consacrée à l'analyse du concept de croissance pro pauvre. Alors que la section 3 s'intéresse aux tendances de croissance et de pauvreté, la section 4 quant à elle, traite de la méthodologie d'évaluation. La section 5 procède à l'analyse des résultats issus de l'application au cas du Cameroun, et la section 6 conclut le travail.

2. Le concept de croissance pro pauvre

Depuis la décennie 50, toutes les expériences de développement n'étaient favorables qu'aux riches (Griffoni, 2007). Au profit des avantages financiers et en termes de capital humain dont disposaient ces derniers, leur position dans la société et particulièrement dans le

circuit économique leur permettent de profiter des opportunités économiques qu'offre une croissance positive, et empêchant par là même, les pauvres d'en bénéficier même dans une proportion moindre. Ainsi, seuls les riches pouvaient tirer profit des programmes de développement. Pourtant, c'était des programmes fondés sur des modèles avec redistribution et ayant pour but, entre autres d'agir efficacement sur la pauvreté. Les riches étaient supposés être les premiers à tirer profit de la croissance. Seulement par un effet redistributif à travers les dépenses diverses, ils devraient reverser une partie de ces profits aux pauvres. Sous cet angle, le développement était perçu comme un flux de richesse allant des riches aux pauvres.

Avec la décennie 60, le constat fait en général était qu'il y avait une croissance et à côté d'elle, il existait la pauvreté. Ce qui laissait penser que les sociétés évoluaient dans une logique de croissance appauvrissante (Bhagwati, 1988). Ce qui conduisit Chenery et Ahluwalia (1974) à s'intéresser aux politiques qui génèrent la croissance et qui améliorent la distribution des revenus dans les pays en développement. Leur souci majeur était non seulement de connaître le temps que mettent les revenus pour passer des riches aux pauvres pour que soit confirmé le passage des flux de richesses entre les deux composantes sociales d'une part, mais aussi quelle était la proportion de cette richesse qui finalement arrivait au niveau des pauvres.

Face aux résultats non satisfaisant de tels programmes, est apparu dans les années 90, le concept de croissance pro pauvre comme solution à la réduction de la pauvreté. D'après ce concept, la réduction rapide de la pauvreté devrait partir de bas en haut contrairement au trickle down effect ; le flux de richesse doit aller des pauvres vers les riches de manière à ce que toutes les couches de la population puissent bénéficier de la croissance. C'est un processus qui permet aux pauvres de participer activement à la croissance économique et d'en être ainsi les premiers bénéficiaires (Osmani, 2005). Le principe c'est de permettre une émergence de la croissance par la base afin que toutes les couches puissent en profiter par un système de flux de bas en haut, autrement dit des pauvres vers les riches. Une telle stratégie économique consiste à mettre les pauvres au centre du programme de développement. La réussite d'un tel programme passe non seulement par une évaluation quantitative et qualitative des pauvres, leur répartition géographique et par secteur, mais aussi par des actions concertées de telle sorte que les pauvres joueraient un rôle beaucoup plus actif (Sen, 1998). Sous l'impulsion de la Banque Mondiale, des programmes de ce genre ont déjà été expérimentés dans quelques pays, notamment en Inde, au Chili, au Sénégal, en Chine, au Costa Rica,

Malgré leur succès, des critiques demeurent quant aux distorsions créées et qui semblent expliquer une baisse globale du bien-être international.

C'est à partir des travaux portant sur le triangle pauvreté-croissance-inégalité (Bourguignon, 2003), qu'émerge le concept de croissance pro pauvre. Au regard de la fructueuse littérature, on peut relever qu'il existe plusieurs définitions de la croissance pro pauvre. A cet effet, sous un angle relatif, la croissance est pro pauvre quand le taux de croissance du revenu des individus pauvres est supérieur à celui des individus riches (Klasen, 2003). Cette définition s'intéresse donc aux changements dans la distribution des revenus suite à une période de croissance dans l'économie. Toutefois, cette définition pose un réel problème de choix entre deux stratégies politiques. Une qui privilégie la croissance des revenus des pauvres et l'autre qui s'intéresse plus à la croissance économique nationale. Aussi, elle suppose qu'en période de récession, les revenus des pauvres diminuent moins proportionnellement au taux de croissance économique; ce qui ne laisse pas présager une récession nécessairement pro pauvre. Enfin, elle pose un problème lié au rôle de l'Etat, quant à sa manière d'intervenir et à son degré d'intervention. Pour pallier à ces insuffisances et sous un angle absolu, la croissance est pro pauvre dans la mesure où elle réduit le taux de pauvreté (Boccanfuso et Ménard, 2009). Cette définition implique que les revenus des pauvres augmentent. L'intérêt de cette définition est porté sur l'indice de pauvreté, car il permet de percevoir les sources de la croissance (Kraay, 2004). Le problème avec cette définition est qu'elle sous-entend que la croissance de l'économie va toujours avec celle des inégalités. Dans une approche synthétique, Osmani (2005) considère la croissance pro pauvre comme celle qui réduit conjointement la pauvreté et l'inégalité. Il suppose qu'on ne peut dissocier la croissance et l'inégalité. La relation entre les deux devient donc indéniable et riche d'intérêt. La nature de cette relation dépend du niveau du taux de croissance économique.

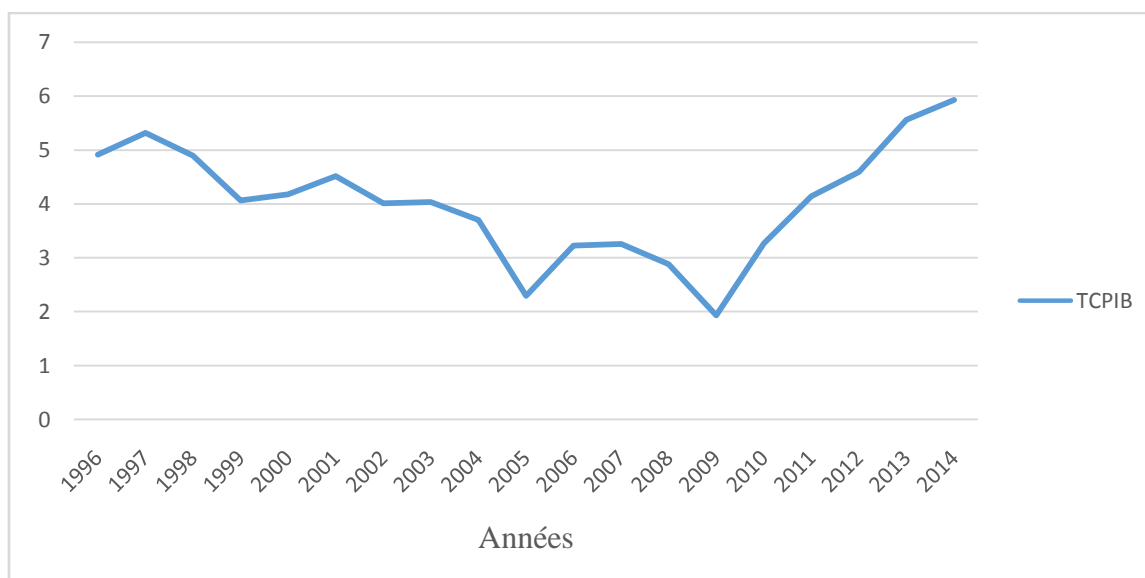
3. Les tendances de la croissance et de la pauvreté au Cameroun

Cette section est consacrée aux performances de la croissance et aux tendances de la pauvreté.

3.1. Performances de croissance au Cameroun

Bien que le Cameroun soit parvenu à de bons résultats de croissance économique autour de 4,5%, il faut noter toutefois que la croissance n'a pas été régulière depuis 1996. Elle a varié en sous période. Les raisons à cela sont multiples : les changements majeurs de politiques économiques et les chocs internationaux qui ont la spécificité d'être exogènes entre autres. Ainsi depuis 1996, le taux de croissance économique a une trajectoire molle, même si elle reste moins erratique (graphique 1). Cette croissance est en très grande partie le fait de la consommation privée. L'investissement privé et la consommation publique ne contribuant en moyenne jusqu'en 2005, que pour 19% et 13% respectivement à la croissance du PIB (Nembot et al., 2009). Cette faiblesse de l'investissement résulte notamment de la faiblesse de l'investissement public et d'une mobilisation insuffisante de l'épargne domestique. Au niveau des secteurs de production, depuis 2000, la croissance est tirée par la dynamique du secteur tertiaire, et dans une moindre mesure, par la croissance de l'agriculture vivrière. Toutefois, même si le secteur tertiaire reste le moteur de la croissance, c'est aussi son ralentissement qui a contribué à ralentir le PIB depuis 2004. Après une contribution non négligeable, la contribution du secteur secondaire se réduit fortement à partir de 2003, notamment du fait de la croissance molle du secteur industriel manufacturier, qui permet à peine de compenser le déclin des industries extractives d'hydrocarbures.

Graphique 1 : Tendence du taux de croissance au Cameroun.



Source : Banque Mondiale (2015).

La croissance économique réalisée entre 2008 et 2014 est surtout tirée par le secteur tertiaire et notamment les télécommunications qui, malgré la baisse du taux de croissance par rapport à la période 2001-2007, continue de réaliser un taux de croissance supérieur à 9% en moyenne annuelle. Ainsi, la modification de la structure du PIB souhaitée au profit du secteur secondaire n'a pas eu lieu : le tertiaire reste dominant et contribue en moyenne à 46% par an à la formation du PIB. Après un ralentissement de la croissance économique jusqu'en 2008 suite aux contre-performances des industries extractives et des industries agroalimentaires, le secteur secondaire a renoué avec une croissance significative en 2009. Ce secteur a affiché un taux de 1,6% en 2011 contre 0,5% l'année précédente. Outre la baisse de la production pétrolière, ce secteur a bénéficié de la bonne tenue des « Bâtiments et travaux publics » et « Industries agro-alimentaires ». Le secteur enregistre une croissance de 4,9% en 2012 et près de 5,7% en 2013, suite à l'embellie observée dans le sous-secteur « Bâtiments et Travaux Publics » qui enregistre une croissance de 12,9% en 2013 contre 6,7% en 2012. Concernant le secteur primaire, il représente 21,4% du produit intérieur brut sur la période 2008-2014. Avec un taux de croissance annuel de 4,2%, il contribue en moyenne pour 0,9 point par an à la croissance réelle sur la période (INS, 2015).

A travers de nombreux programmes, des efforts sont faits pour la consolidation des acquis de la croissance et surtout d'en faire bénéficier aux plus pauvres. L'impact de la croissance sur la pauvreté dépend de l'inégalité des revenus. Par ailleurs, le développement des forces du marché et le recul de l'Etat dans les activités économiques, accompagnés d'une baisse des dépenses publiques sont des facteurs qui contribuent à amplifier l'incidence de la pauvreté.

3.2. Tendances de la pauvreté

Les modifications du taux de pauvreté permettent d'apprécier l'évolution du phénomène. Ainsi, à partir des résultats des enquêtes auprès des ménages des années 1996, 2001, 2007 et 2014, il apparaît que pour le Cameroun, et sur la période 1996-2014 (voir tableau 1) la pauvreté est un phénomène surtout rural.

Tableau 1: Evolutions des indicateurs de la pauvreté selon le milieu de résidence de 1996 à 2014.

Indicateurs	Milieux	1996	2001	2007	2014	Variations 1996-2001	Variations 2001-2007	Variations 2007-2014	Variations 1996-2014
Incidence (P ₀)	Urbain	41,4	22,1	12,2	8,9	-19,3	-9,9	-3,3	-32,5
	Rural	59,6	49,9	55,0	56,8	-9,7	5,1	1,8	-2,8
	Cameroon	53,3	40,2	39,9	37,5	-13,1	-0,3	-2,4	-15,8
Intensité (P ₁)	Urbain	14,7	6,3	2,8	1,8	-8,4	-3,5	-1,0	-12,9
	Rural	21,5	18,3	17,5	22,9	-3,2	-0,8	5,4	1,4
	Cameroon	19,1	14,1	12,3	14,4	-5,0	1,8	2,1	-4,7
Sévérité (P ₂)	Urbain	6,9	2,7	1,0	0,6	-4,2	-1,7	-0,4	-6,3
	Rural	10,1	9,3	7,2	11,7	-0,8	-2,1	4,5	1,6
	Cameroon	9,0	7,0	5,0	7,2	-2,0	-2	2,2	-1,8

Sources: Données brutes INS (1997, 2002, 2008 et 2015).

Le recul global de la pauvreté sur la période 1996-2014 se traduit par une baisse de 15,8 points de son taux. Ce recul est plus accentué en zone urbaine (32,5 points) qu'en zone rurale (2,8 points). Ces chiffres confirment l'inégale répartition des revenus entre les milieux urbain et rural. Le gap moyen entre le revenu des pauvres et le seuil de pauvreté mesuré par l'intensité de la pauvreté connaît aussi une augmentation. Il passe de 19,1% en 1996 à 14,4% en 2014 du seuil de pauvreté. Par rapport à 1996, le phénomène de pauvreté en 2014 s'avère moins sévère. Ce qui insinue qu'il y a eu une réduction des inégalités entre les pauvres ; par ailleurs, les revenus des pauvres sont moins dispersés par rapport au seuil de pauvreté en 2014 qu'en 1996. C'est d'ailleurs ce qui confirme la sévérité de la pauvreté qui passe de 9,0% en 1996 à 7,0% en 2014. S'appuyant sur les quatre périodes (1996, 2001, 2007 et 2014), la

pauvreté est plus élevée en zone rurale, surtout en 1996. Aussi, c'est dans cette zone qu'elle est la plus sévère (10,1% en 1996) par contre, elle est plus intense en 2014 (22,9%).

Par rapport à la zone géographique (voir tableau 2 ci-dessous), le profil géographique de pauvreté est resté sensiblement le même. En effet, au regard de l'incidence de la pauvreté, les zones agro écologiques ont le même classement en 1996 qu'en 2001, 2007 et 2014, sauf en ce qui concerne Yaoundé et Douala¹. Il est cependant important de relever que l'ampleur de la pauvreté a reculé dans toutes les zones. Mais en terme de sous périodes, dans la zone rurale- savane, la pauvreté n'a pas reculé entre 1996 et 2001; elle s'est même accrue. Cette zone est la seule dans le milieu rural qui a enregistré une baisse du taux de pluri activité et une presque stabilité de la taille moyenne des ménages; il semble donc que les ménages des autres zones rurales développent des stratégies de réduction de la pauvreté en direction de la pluri activité et de la baisse de la pression démographique. La ville de Yaoundé a enregistré la plus forte baisse de l'ampleur de la pauvreté. L'incidence de pauvreté y est passée de 49,0% en 1996 à 5,4% en 2014. Ce qui correspond à un recul de 30,7 points.

Tableau 2: Evolution des indicateurs de la pauvreté selon les strates entre 1996 et 2014.

Indicateurs	Zones	1996	2001	2007	2014	Variations 1996-2001	Variations 2001-2007	Variations 2007-2014
Incidence (P ₀)	agro écologiques	6	1	7	4			
	Yaoundé	49,0	18,3	5,9	5,4	-30,7	-12,4	-0,5
	Douala	37,3	18,5	5,5	4,2	-18,8	-13	-1,3
	Autres villes	36,3	26,2	12,2	8,9	-10,1	-14	-3,3
	Rural forêt	72,5	55,4	49,1	33,3	-17,1	-6,3	-15,8
Rural hauts plateaux	62,9	50,7	48,3	44,2	-12,2	-2,4	-4,1	

¹ Respectivement capitales politique et économique du Cameroun.

	Rural savane	44,4	45,7	44,3	37,0	1,3	-1,4	-7,3
	Cameroun	53,3	40,2	38,0	37,5	-13,1	-22,78	-0,5
Intensité (P ₁)	Yaoundé	18,4	5,1	1,0	0,9	-13,3	-4,1	-0,1
	Douala	13,4	4,8	0,9	0,8	-8,6	-3,9	-0,1
	Autres villes	12,1	7,8	6,9	6,6	-4,2	-0,9	-0,3
	Rural forêt	26,6	20,9	17,3	17,1	-5,7	-3,6	-0,2
	Rural hauts plateaux	22,9	20,9	18,1	17,2	-2,1	-2,8	-0,9
	Rural savane	15,2	14,0	11,7	10,9	-1,2	-2,4	-0,8
	Cameroun	19,1	14,1	12,2	11,2	-4,9	-1,9	-1
Sévérité (P ₂)	Yaoundé	8,9	2,1	0,2	0,1	-6,7	-1,9	-0,1
	Douala	6,3	2,0	0,2	0,1	-4,4	-1,8	-0,1
	Autres villes	5,5	3,4	3,3	2,6	-2,1	-0,1	-0,7
	Rural forêt	12,4	10,9	7,4	6,1	-1,5	-3,5	-1,3
	Rural hauts plateaux	10,9	11,2	11,0	8,7	0,3	-0,2	-2,3
	Rural savane	7,2	6,2	5,9	4,1	-1,0	-0,3	-1,8
	Cameroun	9,0	7,0	5,0	3,0	-2,0	-2	-2

Sources : Données brutes INS (1997, 2002, 2008 et 2015).

Géographiquement donc, l'évolution de l'intensité et de la sévérité de la pauvreté maquille bien la différence entre les zones urbaine et rurale. Dans la première, les baisses sont plus importantes que dans la seconde. Quant à la tendance des inégalités, les statistiques prouvent qu'elles sont soit maintenues, soit accrues entre 1996 et 2014 au Cameroun.

4. Méthodologie d'évaluation

On se sert très souvent de la mesure du taux de croissance du revenu des pauvres pour mesurer les bénéfices de la croissance en direction de ces derniers. C'est ce qu'a fait par exemple Dollar et Kraay (2000) pour vérifier si la croissance globale s'est faite en faveur des pauvres en proposant de calculer le taux de croissance de la moyenne du revenu du percentile le plus pauvre. Seulement, cette méthode a un inconvénient en ce sens que, même si une personne initialement pauvre qui se situe au-dessus de la moyenne quitte la pauvreté, le taux de croissance de la moyenne sera négatif bien que la pauvreté ait baissé. Même en prenant le percentile le plus pauvre, le problème demeure.

Face à de tels inconvénients et bien d'autres, Ravallion et Chen (2003) ont développé une méthode d'évaluation de la croissance pro pauvre. Celle-ci repose sur la courbe d'incidence de la croissance (CIC). Il s'agit d'une courbe qui dérive des conditions de dominance stochastique de premier ordre. Elle met en évidence l'effet de la croissance sur les différents percentiles de la distribution des dépenses des ménages. La CIC mesure le taux de croissance de la consommation entre deux points dans le temps pour chaque percentile (p) de répartition des dépenses ou consommations. Par ailleurs, il décrit le taux de croissance du revenu de chaque percentile de la population ordonnée du plus pauvre vers le moins pauvre. Il est estimé à partir des données microéconomiques des ménages et permet d'indiquer jusqu'à quel point la croissance est pro pauvre ou non (El Khider et al., 2008). Elle sera dite absolument pro pauvre si les taux de croissance sont tous positifs jusqu'au seuil de pauvreté, et relativement pro pauvre si la pente est négative c'est-à-dire si le taux de croissance des percentiles inférieurs sont plus élevés que ceux des percentiles supérieurs. La CIC présente le taux de croissance de la dépense par tête de chaque percentile le long de la courbe de distribution de la dépense entre deux périodes $t - 1$ et t (Gunther et al., 2007). Ainsi, par rapport à deux instants $t - 1$ et t , le taux de croissance du revenu pour un percentile quelconque p est exprimé par la formule:

$$g_t(p) = \frac{y_t(p)}{y_{t-1}(p)} - 1 \quad (1)$$

Dans cette formule, y_t représente le niveau de revenu à l'instant t . En faisant prendre à p les valeurs allant de 0 à 1, $g_t(p)$ prend des valeurs qui permettent de tracer la CIC. Le taux de croissance du revenu médian est obtenu lorsque $p = 0,5$. Ainsi, si l'inégalité ne change pas, quelle que soit la valeur de p , $g_t(p) = \delta_t$ avec δ_t le taux de croissance du revenu moyen μ . Aussi, si le rapport $\frac{y_t(p)}{\delta_t}$ croît avec le temps, alors $g_t(p) > \delta_t$. Dans la mesure où $g_t(p)$ est une fonction décroissante de p , l'inégalité se rétrécit au fil du temps pour toutes les mesures qui satisfont au principe de transfert de Pigou-Dalton². Pour $g_t(p) \geq 0$, la CIC est au-dessus de zéro. Dans ce cas, la croissance est effectivement pro pauvre. Elle réduit la pauvreté, ce qui traduit la dominance de premier ordre car la période t domine la période $t - 1$. Par ailleurs, lorsque la CIC se situe partout au-dessus de l'axe horizontal passant par le point zéro jusqu'à un percentile p^* , alors la pauvreté diminue pour tous les titulaires de revenu appartenant aux percentiles supérieurs à p^* . Par contre, si la CIC change de signe, il est difficile de conclure.

L'avantage avec cette approche est qu'elle permet de mesurer la croissance pro pauvre pour n'importe lequel des indicateurs de bien-être ; qu'il soit monétaire ou non monétaire, partiel ou complet. Cette méthode d'évaluation de la croissance pro pauvre est non seulement adéquate, mais aussi pratique dans le cas des pays en développement comme le Cameroun, compte tenue de la qualité des statistiques qui y sont disponibles.

La CIC est classée dans la catégorie contraignante des jugements pro pauvres. Par ailleurs, il est possible d'apprécier de différentes manières ces types de jugements quant aux choix de mesures. En conséquence, il est logique que l'on soit prudent vis-à-vis des résultats de la CIC. Pour cela, Duclos (2009) a identifié une méthode pour vérifier la robustesse du résultat issu de l'application de la méthode de Ravallion et Chen. A cet effet, il considère une classe de fonction d'évaluation pro pauvre qui montre la sensibilité de la distribution à l'évaluation de l'impact de la croissance, en comparant le ratio quantile à $1 + g$. Cela revient à vérifier si :

²Ravallion et Chen (2003).

$$\frac{q^{t+1}(p)}{q^t(p)} \geq 1 + g \tag{2}$$

5. Résultats

Pour une application concrète de l’approche par la courbe d’incidence de la croissance au cas spécifique du Cameroun, deux sources des données sont utilisées. D’abord les résultats des enquêtes camerounaises auprès des ménages (ECAM) fournis par l’Institut National de la Statistique (INS). Il s’agit précisément des enquêtes budget consommation réalisées successivement en 1996, 2001, 2007 et 2014. Ensuite, de la Banque Mondiale (2015) pour ce qui est de la dynamique de la croissance économique. Pour avoir une idée précise de l’effet de la croissance sur la pauvreté, il est utile d’examiner les CIC entre les différentes enquêtes. Car, celles-ci sont réalisées pour fournir des possibilités de comparaison des conditions de vie des ménages. Les statistiques issues de ces sources, ont permis de construire le tableau 3 ci-après qui portent sur les valeurs de la CIC et du taux de croissance moyen (TCM).

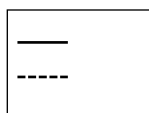
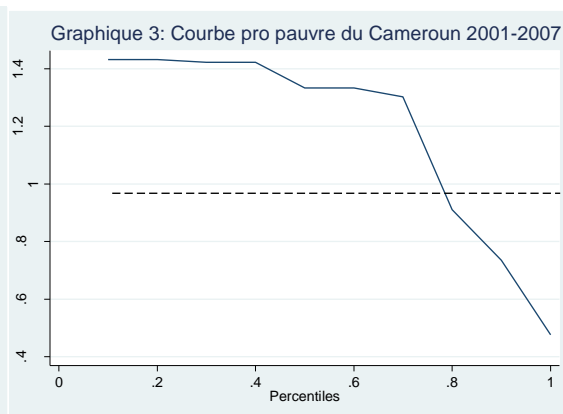
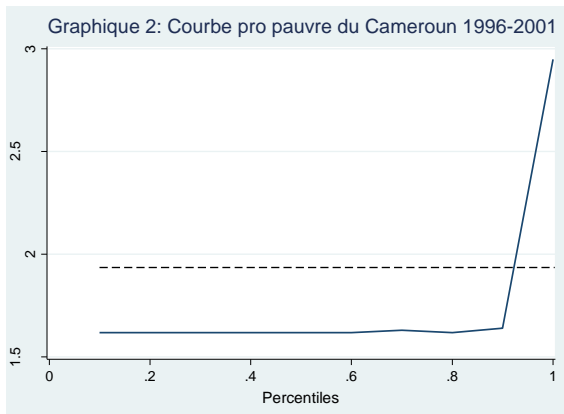
Tableau 3: Valeurs CIC et TCM du Cameroun 1996-2014

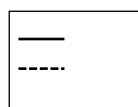
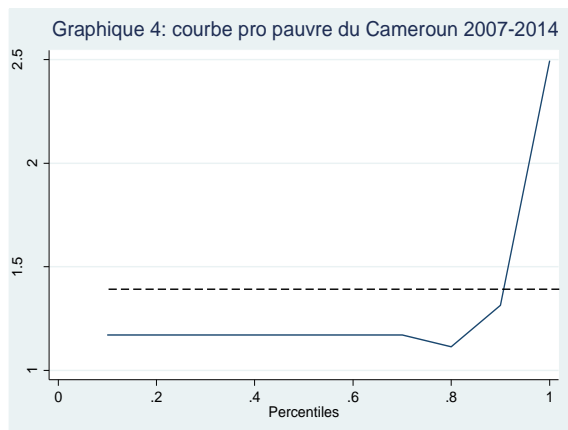
Période 1996-2001			Période 2001-2007			Période 2007-2014		
Perce ntiles	CIC	TCM	Perce ntiles	CIC	TCM	Perce ntiles	CIC	TCM
0.1	1.617	1.888	0.1	1.432	0.939	0.1	1.170	1.345
	3	5		1	6		3	9
0.2	1.617	1.888	0.2	1.432	0.939	0.2	1.170	1.345
	2	5		0	6		5	9
0.3	1.617	1.888	0.3	1.422	0.939	0.3	1.170	1.345
	2	5		7	6		5	9
0.4	1.617	1.888	0.4	1.422	0.939	0.4	1.170	1.345
	3	5		5	6		9	9
0.5	1.617	1.888	0.5	1.333	0.939	0.5	1.170	1.345

	3	5		3	6		9	9
0.6	1.617	1.888	0.6	1.333	0.939	0.6	1.171	1.345
	4	5		3	6		1	9
0.7	1.629	1.888	0.7	1.303	0.939	0.7	1.171	1.345
	0	5		0	6		1	9
0.8	1.617	1.888	0.8	0.911	0.939	0.8	1.114	1.345
	2	5		1	6		0	9
0.9	1.639	1.888	0.9	0.734	0.939	0.9	1.314	1.345
	7	5		4	6		9	9
1.0	2.948	1.888	1.0	0.475	0.939	1.0	2.495	1.345
	3	5		8	6		2	9

Sources: Calculs de l'auteur à partir des résultats des différentes ECAM (1996, 2001, 2007 et 2014), puis Banque Mondiale (2015).

Les CIC en termes de taux de croissance des revenus entre 1996-2001, 2001-2007 puis 2007-2014 figurent dans les graphiques ci-dessous.





Pour la période 1996-2001 (voir graphique 2), la CIC est au-dessus de 0 (zéro) quelle que soit la valeur que peut prendre p . Ce qui insinue que la pauvreté a diminué pour tous les titulaires de revenus. Les pauvres ne semblent donc pas avoir bénéficié de la croissance que les ménages riches même si, au regard de la CIC la croissance économique présage un impact positif sur la réduction de la pauvreté. Sur la période 2001-2007 (voir graphique 3), la croissance moyenne est inférieure à 1 (un). Cette période comprend en effet la crise. La CIC est décroissante dans l'ensemble ; légèrement entre les percentiles 0,1 et 0,7. Ces percentiles subissent légèrement la plus faible perte. La pente abrupte de la CIC entre les percentiles 0,7 et 1,0 traduit le fait que les plus riches pâtissent globalement le plus de la crise. Donc, les niveaux de vie des populations pauvres ont légèrement augmenté. Ce qui permet de dire que la croissance a été relativement pro pauvre. Ce résultat recoupe celui de l'OCDE (2008). Quant à la période 2007-2014 (voir graphique 4), la CIC est au-dessus de 1 (un) quelle que soit la valeur que peut prendre p . A cet effet, la CIC met en évidence deux résultats. En premier lieu, elle est constante et monotone jusqu'au percentile 0,8. Autrement dit, les ménages les plus pauvres ne connaissent pas d'amélioration de niveau de vie. En second lieu, elle est fortement croissante entre les percentiles 0,8 et 1,0. Ce qui traduit le fait que le bien-être augment en fonction du niveau de vie, et d'ailleurs plus vite lorsqu'on appartient à la tranche supérieure des revenus. Ce résultat est comparable à celui obtenu par Griffoni (2007).

Des différentes évolutions allant de 1996 à 2014, il ressort que dans l'ensemble, la croissance n'est pas pro pauvre, en ce sens qu'elle bénéficie aux ménages les plus aisés et très

peu aux populations pauvres. On en déduit que les bénéfices tirés par les pauvres de la croissance économique sont proportionnellement moins importants que ceux obtenus par les riches. Il apparaît que durant cette période, la croissance a été relativement pro pauvre au Cameroun. Ce résultat est confirmé par le test de robustesse proposé Duclos (2009).

Tableau 4 : Calcul des valeurs à comparer.

Périodes	$\frac{q^{t+1}(p)}{q^t(p)}$ (a)	$1 + g$ (b)	Différences : (a) – (b)
1996-2001	0,8779	2,8885	Négative
2001-2007	0,3586	1,9396	Négative
2007-2014	5,0789	2,3459	Positive
1996-2014	1,5994	2,3792	Négative

Sources : Données brutes INS (1997, 2002, 2008, 2015), puis Banque Mondiale (2015).

D’après les résultats du tableau 4, il apparaît que pour chacune des trois périodes (1996-2001, 2001-2007, 2007-2014), la distribution à l’évaluation de l’impact de la croissance reste réelle. Les pauvres semblent n’avoir bénéficié de la croissance que durant la période 2007-2014. Pour l’ensemble de la période d’étude (1996-2014), ces bénéfices restent toutefois relatifs au regard de la dynamique de l’effectif des pauvres, une population qui est passée de 6 217 059 en 2001 à 8 088 876 en 2014 (INS, 2015). Ce qui amène à penser que pour cette période, et de manière globale la croissance n’a pas été pro pauvre au Cameroun.

6. Conclusion

Fondée sur les données des différentes enquêtes auprès des ménages, notre objectif dans ce travail était d’évaluer l’effet de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté. A cet effet, nous avons utilisé la méthode d’évaluation de la croissance pro pauvre développée par Ravallion et Chen. Celle-ci repose sur la CIC qui mesure le taux de croissance de la consommation entre deux points dans le temps pour chaque percentile de répartition des dépenses. A l’issue du travail, il est plausible de dire que dans le cas du Cameroun, le résultat obtenu est relatif en termes de réduction de la pauvreté. Les ménages pauvres ont bénéficié de

la croissance, mais dans des proportions inférieures à celles des ménages riches. Pour cela, l'Etat camerounais doit se sentir davantage obligé quant au choix des stratégies de ciblage des pauvres, mais surtout du type de croissance dans le but d'agir efficacement sur la pauvreté.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Banque Mondiale, (2015), World Development Indicators, Washington D. C.
- Bhagwati, J. N., (1988), « Poverty and public policy », *World Development*.
- Bibi, S., (2005), « When is economic growth pro poor? Evidence from Tunisia », CIRPEE Working paper, WP 05-22, Université Laval, Quebec, Canada.
- Boccanfuso, D. et Menard, C., (2009), « La croissance pro pauvre: un aperçu de la boîte à outils », Cahier de recherche, Working paper.
- Bourguignon, F., (2003), « The growth elasticity of poverty reduction; explaining heterogeneity across countries and time periods », in T. Eicher and S. Turnovsky, eds. *Unequality and growth, theory and policy implications*, Cambridge: the MIT Press.
- Chenery, H. and Ahluwalia, M. S., (1974), « A model of redistribution and growth », in *Redistribution with growth*, Oxford University Press.
- Datt, G. and Ravallion, M., (1992), « Growth and redistribution components of change in poverty measures: a decomposition with applications to Brazil and India in the 1980's », *Journal of Development Economics*.
- De Janvry, A. and Sadoulet, E., (1998), « Growth, poverty and inequality in Latin America: a causal analysis, 1970-1994 », University of California, Berkeley, California, Etats-Unis.
- Dollar, D. and Kraay, A., (2000), « Growth is good for the poor », World Bank, Washington D.C.
- Dollar, D. and Kraay, A., (2002), « Growth is good for the poor », *Journal of Economic Growth*.
- Duclos, J. Y., (2009), « What is pro poor? », *Social choice and welfare*, vol. 32, pp. 37-58.
- El Khider, A. ; El Bouhadi, A. et El Mustapha, K., (2008), La croissance économique est-elle pro pauvre au Maroc – une tentative d'explication par l'approche monétaire et l'approche non monétaire, Equity and Economic Development, ERF 15th annual Conference, 23-25 novembre, Cairo.

- Griffoni, C., (2007), « Croissance économique et pauvreté : une application de l'indice de croissance pro pauvre au cas du Maroc entre 1985-1999 », in l'année du Maghreb, n° 2, pp 471-487.
- Gunther, I., Ali Marouani, M. et Raffinot, M., (2007), La croissance pro pauvre au Mali, AFP, Département de la recherche.
- INS, (1997), Enquête Camerounaise auprès des ménages, vol. 2, résultats, tomes 1 et 2, Minefi, Yaoundé.
- INS, (2002), Enquête Camerounaise auprès des ménages, Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun en 2001, Rapport principal, Minefi, Yaoundé.
- INS, (2008), Enquête Camerounaise auprès des ménages, Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun en 2001, Rapport principal, Minefi, Yaoundé.
- INS, (2015), Enquête Camerounaise auprès des ménages, Tendances, profil et déterminant de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014, Minefi, Yaoundé.
- INS, (2006), Annuaire Statistique du Cameroun, MINEFI, février, Yaoundé.
- Kakwani, N., (1993), « Poverty and economic growth with application to Côte d'Ivoire », *Review of Income and Wealth*, 39(2):121-139.
- Kakwani, N. and Pernia, E., (2001), « What is pro poor growth? », *Asian Development Review*, 18.
- Kakwani, N. and Son, H. H., (2002), « Pro poor growth concept, measurement and application », unpublished mimeo, university of New South Wales, Sydney.
- Klassen, S., (2003), « In search of the Holy Grail: how to achieve pro-poor growth? », Conference papers for The ABCDE-Europe Conference towards pro poor policies, World Bank.
- Klassen, S., (2005), « Economic growth and poverty reduction: Measurement and policy issues », Working paper, Development Centre, OECD, Paris.
- Kraay, A., (2004), « When is growth pro poor? Evidence from a panel of countries », *The World Bank Policy Research*, Working paper.
- Lopez, H. and Serven, L., (2004), « The mechanics of growth-poverty-inequality relationship », mimeo, World Bank.
- Mc Culloch, N. and Baulch, B., (1999), « Tracking pro poor growth: New ways to spot the biases and benefits », ID 21 Insight, Institute of Development Studies.

- NembotNdeffo, L.; Emini, A. C. et Ningaye, P., (2009), Analyse spatiale de la croissance pro pauvre au Cameroun: une double approche monétaire et non monétaire, projet “ Shared growth and spatial considerations in Cameroon”, Banque Mondiale, GTZ.
- OCDE, (2008), Croissance et inégalités, distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l’OCDE, OCDE, Paris.
- Osmani, S., (2005), Defining pro poor growth, Washington, one paper 9, January, International Poverty Center, United Nations Development Programme.
- Ravallion, M. and Huppi, M., (1991), « Measurement changes in poverty a methodological case study of Indonesia during adjustment period », *The world Bank Economic Review*, vol.5, n°1.
- Ravallion, M. and Chen, S., (2003), « Measuring pro poor growth », *Economics Letters*, 78(1), 93-99.
- Sen, A., (1998), « Mortality as an indicator of economic success and failure », *Economic Journal*, vol. 108 (January), pp. 1-25.
- White, H. and Anderson, E., (2000), « Growth Vs redistribution: does the pattern of growth matter? », Institute of Development Studies, University of Sussex.